

préoccupé du sort des Palestiniens, dont le chef a été vivement critiqué, mais dont les droits bafoués mettent en cause l'efficacité et l'équité des Nations Unies.

En fait, la question a dominé un grand nombre des discussions que j'ai eues par la suite.

Lors de mon départ pour la région, j'ai rencontré aussi le secrétaire d'État James Baker avant qu'il entreprenne sa propre tournée. Il croyait, comme nous, qu'il y avait là un moment psychologique à saisir pour faire avancer la question du contrôle des armements. Pour l'instant, il avait des dispositions à prendre pour assurer la sécurité dans la région afin que les États-Unis puissent retirer leurs forces du théâtre des opérations et rapatrier leurs troupes. Au moment même où nous parlions, naturellement, les ministres des affaires extérieures du Conseil de coopération du Golfe se réunissaient à Damas avec les ministres des affaires extérieures de la Syrie et d'Égypte pour s'entendre sur le stationnement des forces terrestres au Koweït, pour remplacer les forces terrestres de la Coalition, une fois qu'un cessez-le-feu définitif avec l'Iraq aura été arrêté.

J'estimais que mon voyage dans la région devait commencer par le Koweït. L'Émir du Koweït était encore à Taïf, en Arabie saoudite, là où il était demeuré pendant l'occupation. Du fond du coeur, il a déclaré apprécier le rôle joué par le Canada dans la libération du Koweït. Le fait que la population et son État aient été durement touchés le préoccupait beaucoup. Il commençait déjà à dresser des plans pour la reconstruction massive du Koweït et j'ai été heureux d'obtenir clairement des assurances que les sociétés canadiennes auraient des débouchés commerciaux en proportion du rôle important qu'a joué le Canada dans la libération de ce pays.

Monsieur le Président, le Koweït a subi des dégâts insensés, des dégâts incroyables. Dans un paysage désertique sans limites brûlent d'innombrables feux, tous allumés délibérément par de puissantes charges d'explosifs. Dans le centre-ville, au bord de l'eau, les édifices ont été rasés par les flammes, les magasins ont été pillés, les musées, maisons, objets de valeur ou de mérite ont été saccagés. Ce n'est pas la guerre qui a causé ces dégâts -- cette ville a été embrasée au cours des 48 dernières heures de son occupation.

La cessation des sanctions contre l'Iraq se révèle un problème important pour les Koweïtiens. L'Iraq doit-il tirer des revenus de ses exportations de pétrole pendant que le Koweït demeure encore dévasté par la guerre? Par contre, l'Iraq a, lui aussi, été profondément ravagé et il a besoin de financer sa propre reconstruction. Une partie des recettes pétrolières de l'Iraq pourrait-elle servir à réparer les dégâts causés par